

**Art. 10.** De in dit besluit bedoelde bepalingen blijven van toepassing tot en met 30 juni 2020. Ze kunnen bij een beslissing van de Waalse Regering worden verlengd.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het aangenomen wordt.  
Namen, 30 april 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41215]

**30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 31 organisant la tenue des réunions des organes des centres publics d'action sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et, notamment, les pouvoirs locaux;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 9 du 24 avril 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 17 du 17 avril 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 5 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal, n° 6 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales, n° 7 relatif aux réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et organes de gestion des associations Chapitre XII, n° 8 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial, n° 9 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent;

Considérant que les arrêtés précités attribuaient aux organes exécutifs tous les pouvoirs des organes délibératifs jusqu'à la date du 3 mai 2020 et qu'ils ne feront pas l'objet d'une prolongation de délai;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser les réunions des conseils en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité;

Considérant que les réunions physiques avec distanciation sociale restent la règle pour peu qu'elles puissent être organisées dans le strict respect des normes de distanciations sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité;

Considérant à ce titre que si l'endroit habituellement prévu pour les séances s'avère trop exigü, il peut y être dérogé pour une organisation dans un lieu permettant la distanciation sociale;

Considérant que les centres publics d'action sociale pourraient être dans l'impossibilité d'assurer cette distanciation sociale à l'occasion de réunions physiques;

Considérant qu'en cas d'impossibilité d'organiser une réunion physique, la possibilité d'organiser des réunions virtuelles est temporairement offerte;

Considérant que par réunion virtuelle, on entend une réunion organisée au moyen d'une technologie de télé vidéoconférence;

Considérant que le recours à des réunions virtuelles ne doit pas entraver les principes d'expression démocratique de votes ou d'opinions ou encore le respect des règles liées à la vie privée;

Que le présent arrêté fixe donc les conditions minimales à observer dans l'organisation de réunions virtuelles;

Considérant également que, si, pour une raison impérieuse, le Président se voit dans l'impossibilité de convoquer physiquement ou virtuellement le conseil, le Bureau permanent peut demander une prolongation de la délégation des compétences attribuées au conseil pour une durée de 30 jours, soumise à l'approbation préalable du Gouvernement;

Que la dérogation accordée sera légitimement conditionnée dans le temps et imposera la recherche d'une solution rapide permettant d'y mettre fin;

Considérant qu'il y a lieu de communiquer sans délai, à l'adresse des institutions visées, les mesures portées par le présent arrêté afin qu'elles puissent décider de reporter des conseils déjà convoqués et/ou prévoir des modalités de tenue de ces séances sans présence physique des membres;

Qu'il y a donc lieu de prévoir son entrée en vigueur le jour de sa publication;

Considérant que le présent arrêté est applicable aussi bien au conseil de l'action sociale qu'à tout autre organe interne ou de concertation intervenant préalablement ou postérieurement dans les décisions de celui-ci;

Considérant qu'au vu de l'article 3 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le présent arrêté « de pouvoirs spéciaux » ne doit pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Ceci se justifie par le fait que le décret confirmant le présent arrêté sera soumis à la section de législation du Conseil d'Etat;

En outre, il y a urgence à adopter le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dès lors que les arrêtés de pouvoirs spéciaux précités qui attribuent aux organes exécutifs tous les pouvoirs des organes délibératifs cesseront de produire leurs effets le 3 mai 2020. Dès le 4 mai 2020, donc, tous les organes délibératifs pourront et devront à nouveau exercer leurs attributions;

Il convient qu'ils puissent, sans tarder, organiser leurs séances. Au vu de cette nécessité, pour respecter les règles de confinement et de distanciation sociale édictées au niveau fédéral et eu égard aux conséquences concrètes de la crise sur le déplacement et la présence physique de leurs membres, il convient donc d'adopter le présent arrêté de pouvoirs spéciaux sans tarder.

Dès lors, que les séances des organes délibératifs pourront se tenir dès le 4 mai, il ne serait en tout état de cause pas possible de solliciter l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans l'urgence, dans un délai de 5 jours;

Sur proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté concerne les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Jusqu'au 30 septembre 2020, les séances du conseil de l'action sociale peuvent se tenir de manière virtuelle, par télé ou vidéo-conférence, sur décision du président ou à la demande d'un tiers des membres du conseil.

Jusqu'au 30 septembre 2020, les séances du bureau permanent peuvent se tenir de manière virtuelle, par télé ou vidéo-conférence ou par échange de courriels, sur décision du Bureau permanent.

Le cas échéant, les convocations visées à l'article 30 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 sont adressées aux membres du conseil de l'action sociale par voie électronique.

§ 2. Le directeur général, sous la responsabilité du bureau permanent, veille au bon déroulement de la séance virtuelle et se tient à disposition des conseillers afin de leur donner toutes les explications requises par ce mode de réunion.

Il s'assure que tous les membres du conseil de l'action sociale disposent des moyens techniques leur permettant de participer aux séances. A défaut, le matériel requis est mis à leur disposition soit dans un local de l'administration, soit à domicile.

§ 3. Lors des séances virtuelles, les membres du conseil votent à haute voix, conformément à l'article 33 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976

Les votes au scrutin secret visés à l'article 33 de la même loi sont adressés au directeur général, par voie électronique.

Il se charge d'anonymiser les votes, dont il assure le caractère secret dans le respect du secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir d'autres modalités de vote au scrutin secret.

**Art. 3.** Jusqu'au 30 septembre 2020, le Bureau permanent peut, autoriser les comités spéciaux et le comité de concertation visés aux articles 26 et 27 de la loi organique à se réunir selon les modalités visées à l'article 2, sur demande de leur président.

**Art. 4.** Si entre le 4 mai et le 30 septembre 2020, le conseil de l'action sociale ne peut pas être valablement réuni, que ce soit physiquement ou de manière virtuelle, le Bureau permanent peut, après avoir dûment constaté ladite impossibilité et ses motifs et obtenu l'autorisation préalable du gouvernement, exercer l'ensemble des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par la loi organique, en vue d'assurer la continuité du service public, ce uniquement dans la mesure où l'urgence de son action et l'impérieuse nécessité seraient motivées au regard de la crise sanitaire du COVID-19.

Cette autorisation trouve à s'appliquer pour une durée de 30 jours et peut être renouvelée.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 30 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P.-Y. DERMAGNE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41215]

30 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 31 tot organisatie van de vergaderingen van de organen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Overwegende dat de buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen en sommige diensten zelfs lamleggen;

Overwegende dat dit van dien aard is dat de goede werking van de verschillende openbare diensten, inzonderheid de plaatselijke besturen, belemmert;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 9 van 24 april 2020 betreffende de uitoefening door het vaste bureau van de bevoegdheden die bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn aan de raad voor maatschappelijk welzijn worden toegekend;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 17 van 17 april 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 5 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L1122-30 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, nr. 6 betreffende de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges en beheersorganen, van de autonome gemeentebedrijven, van de autonome provinciebedrijven, van de projectverenigingen en de intercommunales, nr. 7 betreffende de vergaderingen van de vaste bureaus van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de raden van bestuur van de Verenigingen Hoofdstuk XII, nr. 8 betreffende de uitoefening door het provinciecollege van de bevoegdheden toegekend aan de provincieraad bij artikel L2212-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en nr. 9 betreffende de uitoefening door het vaste bureau van de bevoegdheden toegekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de voormelde besluiten de uitvoerende organen alle bevoegdheden van de overlegorganen hebben toegekend tot 3 mei 2020 en dat zij niet het voorwerp van een verlenging van termijn zullen uitmaken;

Overwegende dat het noodzakelijk is de vergaderingen van de raden in samenhang met de exitstrategie vastgesteld door de Nationale Veiligheidsraad te organiseren;

Overwegende dat de fysieke vergaderingen met social distancing de regel blijven, op voorwaarde dat ze kunnen worden georganiseerd met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad aanbevolen normen voor social distancing;

Overwegende dat als de plaats waar de vergaderingen plaatsvinden, te krap blijkt te zijn, er in dit verband kan worden afgezien van een organisatie op een plaats waar social distancing kan worden genomen;

Overwegende dat de openbare centra voor maatschappelijk welzijn mogelijk niet in staat zijn om deze social distancing te verzekeren bij fysieke vergaderingen;

Overwegende dat als het onmogelijk is om een fysieke vergadering te organiseren, de mogelijkheid om virtuele vergaderingen te organiseren tijdelijk wordt aangeboden;

Overwegende dat een virtuele vergadering een vergadering is die wordt georganiseerd door middel van televisie- of videoconferentietechnologie;

Overwegende dat het gebruik van virtuele vergaderingen geen belemmering mag vormen voor de beginselen van democratische uitdrukking van stemmen of meningen of naleving van de regels met betrekking tot de privacy;

Dat dit besluit dus de minimale voorwaarden vaststelt die in acht moeten worden genomen bij de organisatie van virtuele vergaderingen;

Overwegende dat indien de Voorzitter om dwingende redenen niet in staat is om de raad fysiek of virtueel bijeen te roepen, het Vaste bureau ook kan verzoeken om een verlenging van de aan de raad verleende bevoegdheidsdelegatie voor een periode van 30 dagen, onder voorbehoud van voorafgaande goedkeuring door de Regering;

Dat de toegestane afwijking op gewettigde wijze in de tijd aan voorwaarden verbonden zal zijn en dat er snel een oplossing moet worden gevonden om er een einde aan te maken;

Overwegende dat het noodzakelijk is de betrokken instellingen onverwijld in kennis te stellen van de maatregelen waarin dit besluit voorziet, zodat zij kunnen besluiten reeds bijeengeroepen raden uit te stellen en/of te voorzien in regelingen voor het houden van deze vergaderingen zonder dat de leden fysiek aanwezig zijn;

Dat er dan ook dient te worden bepaald dat dit besluit in werking treedt op de dag waarop het wordt aangenomen;

Overwegende dat dit besluit van toepassing is op zowel de raad voor maatschappelijk welzijn en op elk ander intern of overlegorgaan dat tussenbeide komt voor of na de beslissingen van deze raden;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State. Dit wordt gerechtvaardigd door het feit dat het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Bovendien is het dringend noodzakelijk om het huidige besluit van bijzondere bevoegdheden aan te nemen, aangezien de voornoemde besluiten van bijzondere machten, die aan de uitvoerende organen alle bevoegdheden van de overlegorganen toekennen, op 3 mei 2020 geen effect meer zullen hebben. Vanaf 4 mei 2020 kunnen en moeten alle overlegorganen dus weer hun bevoegdheden uitoefenen;

Zij moeten hun vergaderingen onverwijld kunnen organiseren. Met het oog op deze noodzaak en om te voldoen aan de regels van inperking en social distancing die op federaal niveau zijn vastgesteld en met het oog op de concrete gevolgen van de crisis op de verplaatsingen en de fysieke aanwezigheid van hun leden, is het dan ook passend om dit besluit van bijzondere machten onverwijld aan te nemen.

Aangezien de vergaderingen van de overlegorganen vanaf 4 mei kunnen worden gehouden, zou het in ieder geval niet mogelijk zijn om in geval van dringende noodzakelijkheid binnen 5 dagen het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in te winnen;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit heeft betrekking op de aangelegenheden, aan het Waals Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** § 1. Tot 30 september 2020, kunnen de zittingen van de raad voor maatschappelijk welzijn op virtuele wijze, via tele- of videoconferentie, op beslissing van de voorzitter of op verzoek van een derde van de leden van de raad worden gehouden.

Tot 30 september 2020, kunnen de zittingen van het vaste Bureau op virtuele wijze, via tele- of videoconferentie of door uitwisseling van courriels, op beslissing van het vaste Bureau worden gehouden.

In voorkomend geval, worden de oproepingen bedoeld in artikel 30 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn langs elektronische weg gericht aan de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn.

§ 2. De directeur-generaal, onder de verantwoordelijkheid van het vaste bureau, zorgt voor het goede verloop van deze virtuele zitting en staat ter beschikking van de leden van de raad om hen alle vereiste inlichtingen te geven met betrekking tot deze wijze van vergadering.

Hij zorgt ervoor dat alle leden van de raad voor maatschappelijk welzijn over de technische middelen beschikken om aan de zittingen te kunnen deelnemen. In voorkomend geval, wordt het vereiste materiaal hun ter beschikking gesteld ofwel in een lokaal van het bestuur, ofwel thuis.

§3. Bij de virtuele zittingen, stemmen de leden van de raad mondeling, overeenkomstig artikel 33 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De geheime stemmingen bedoeld in artikel 33 van dezelfde wet zijn gericht aan de directeur-generaal, langs elektronische weg.

Hij zorgt voor de anonymisering van de stemmingen, en voor de geheimhouding ervan met inachtneming van het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek.

Het huishoudelijke reglement kan voorzien in andere modaliteiten inzake geheime stemming.

**Art. 3.** Tot 30 september 2020, kan het vaste Bureau, de bijzondere comités en het overlegcomité bedoeld in de artikelen 26 en 27 van de organieke wet toestaan bijeen te komen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 2, op verzoek van hun voorzitter.

**Art. 4.** Indien de raad voor maatschappelijk welzijn tussen 4 mei en 30 september 2020 niet rechtsgeldig kan worden bijeengeroepen, hetzij fysiek, hetzij virtueel, kan het vaste Bureau, na bedoelde onmogelijkheid en de redenen ervoor behoorlijk te hebben vastgesteld en na voorafgaande toestemming van de Regering te hebben verkregen, alle bevoegdheden uitoefenen die bij de organieke wet aan de raad voor maatschappelijk welzijn worden toegekend, om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen voor zover het dringend karakter van zijn optreden en de dwingende noodzaak gerechtvaardigd zijn ten opzichte van de gezondheidscrisis COVID-19.

Deze toestemming is van toepassing voor een duur van 30 dagen en kan worden vernieuwd.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41229]

**30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 32 relatif à la tenue des réunions des organes des intercommunales, sociétés à participation publique locale significative, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement de service public, A.S.B.L. communale ou provinciale, régies communale ou provinciale autonome, association de projet ou tout autre organisme supralocal ayant pris la forme d'une société ou d'une association**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services ;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ;

Considérant que l'article L1523-13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation prévoit qu'« [il] doit être tenu, chaque année, au moins deux assemblées générales selon les modalités fixées par les statuts, sur convocation du conseil d'administration. » ; Que le paragraphe 3, du même article, indique que « La première assemblée générale de l'exercice se tient durant le premier semestre et au plus tard le 30 juin (...) » ;